

DOSSIER

POUR UN COMMERCE AU SERVICE DE LA JUSTICE CLIMATIQUE



OXFAM

Magasins du monde

CLIMATE JUSTICE

LET'S DO IT

FAIR





06
POUR UN COMMERCE AU SERVICE
DE LA JUSTICE CLIMATIQUE



09
CLIMAT ET DONUT



12
DES ACCORDS DE COMMERCE
ET D'INVESTISSEMENT
CLIMATICIDES



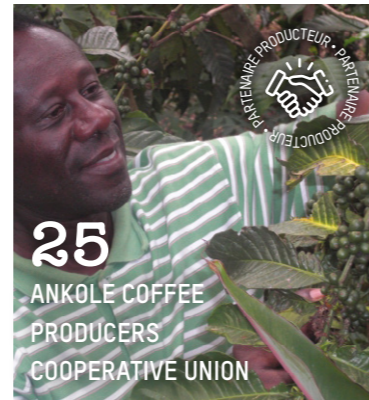
17 Cahier détachable
**COMMERCE ET
JUSTICE CLIMATIQUE**

32
INTERVIEW
Grands-Parents pour le Climat
« Tant qu'on ne change pas le
cœur du modèle néolibéral, on n'y
arrivera pas »



10
MANDUVIRA

15
LE COMMERCE ÉQUITABLE :
UN ACCÉLÉRATEUR DE LA
TRANSITION



25
ANKOLE COFFEE
PRODUCERS
COOPERATIVE UNION

27
INTERVIEW
Isabelle Durant « Pour répondre
aux slogans réducteurs,
il faut éduquer les gens à la
complexité »



30
CORR - THE JUTE WORKS



36
RENDRE SON ÉCOLE
PLUS DURABLE...

34
LA SECONDE MAIN, AUSSI
UN ENGAGEMENT POUR
LE CLIMAT

UNE PUBLICATION D'OXFAM-MAGASINS DU
MONDE Septembre 2021 • 81891
ONT COLLABORÉ À CE DOSSIER: Anabelle Delonnette, Roland
d'Hoop, Pauline Grégoire, Coline Ippersiel, Simon Laffineur
Laura Pinault, Anaëlle Scutnaire, Patrick Veillard
GRAPHISME: Lorent Fritsche

Imprimé sur
papier
recyclé et FSC



ÉDITEUR RESPONSABLE: Pierre Santacatterina,
Rue provinciale, 285
1301 Bierges • © 2021 Oxfam-Magasins du monde
redaction@mdmoxfam.be • info@mdmoxfam.be



LA JUSTICE CLIMATIQUE, C'EST MAINTENANT !

- Patrick Veillard -

Dramatique, catastrophique, inimaginable. Les mots manquent pour qualifier les récentes inondations en Allemagne et en Belgique. Malgré les victimes, les dégâts économiques considérables, il en est encore, notamment parmi nos décideurs-euses, pour mettre en doute le lien entre ces événements et le dérèglement climatique... On aurait envie de leur dire, de leur crier plutôt : « ça y est, nous y sommes, le changement climatique c'est maintenant ! »

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir été alerté-e-s, comme le rappelait à la RTBF le climatologue J.P. van Ypersele à la suite de la catastrophe, en se référant au premier rapport du GIEC en 1990 (p. 4). Alerté-e-s également par de nombreux pays des Suds, eux qui subissent aujourd'hui de manière encore plus fréquente et

intense ce type d'événements, alors même qu'ils sont historiquement les moins responsables du changement climatique. Comme le rapporte Johnny Joseph, directeur de l'organisation indienne Creative Handicraft, pour la plupart de leurs artisan-e-s, « une seule inondation suffit à emporter les économies de toute une vie ».

Dans ce dossier et au travers de sa campagne « *Climate justice : let's do it fair* », Oxfam-Magasins du monde veut rappeler combien la crise climatique requiert davantage de justice sociale et économique. Face à une menace littéralement existentielle, c'est une nécessité à la fois morale et pratique qui doit infuser l'ensemble des politiques.

Mais s'il est un secteur où la question climatique n'a pas percolé, c'est bien celui du commerce : les mêmes accords de libre-échange, aux impacts sociaux et environnementaux délétères, sont encore et toujours négociés (p. 6), à l'image du traité UE-Mercosur ou du traité sur la charte de l'énergie (p. 12). Or le commerce peut aussi être une solution, comme le démontre le commerce équitable sur le terrain depuis des décennies : véritable outil de la transition, il donne aux communautés du Sud les moyens de s'adapter et de diminuer leurs émissions (p. 15 et p. 10, 25, 30).

Chaque dixième de degré en moins de réchauffement global compte ! Que ce soit à l'école (p.36), dans un magasin (p.34) ou dans la rue (p.32), toutes les forces sont et seront nécessaires pour limiter les impacts et les futures crises, aux Nords comme aux Suds. Sachant que le changement climatique est aussi une formidable opportunité de repenser le système. Vous-aussi rejoignez le mouvement pour plus de justice climatique (p. 40)! ■



Les rues et maisons de Rochefort, fortement endommagées par les inondations historiques en juillet 2021.

30 ANS D'ALERTE



et une émotion qui en dit long

Lors de son interview par la RTBF suite aux inondations en Wallonie, le climatologue Jean-Pascal Van Ypersele n'a pas pu contenir son émotion. « *ça fait tellement longtemps que l'on tire le signal d'alarme. (...) ça fait 30 ans que l'on raconte la même chose (...). Nous sommes en train de scier la seule branche sur laquelle l'humanité est assise.* »

Comment ne pas basculer dans l'horreur climatique ?

Pénurie d'eau, sécheresse, mauvaises récoltes, réduction de la biodiversité, violences : 25 millions de personnes migrent déjà chaque année suite à des événements climatiques extrêmes. La pénurie de ressources résultante peut entraîner des conflits violents ou renforcer les conflits existants. Comment sortir de cet engrenage ?

L'accord de Paris sur le climat de 2015 vise à contenir le réchauffement mondial sous les 2°C, voire 1,5°C, par rapport à l'ère préindustrielle d'ici à 2100. Mais on pourrait voir ce seuil (de 1,5°C)

déjà dépassé dès 2030 selon le GIEC, avec des conséquences désastreuses.

Rester dans les limites de l'accord de Paris (+1,5°C) nécessite une baisse des émissions mondiales de 55% d'ici 2030 par rapport à 2018, soit 7,6% par an. Selon certains observateurs, cet objectif est déjà trop peu ambitieux, compte tenu de l'accélération du changement climatique. Les pays riches, les principaux responsables du changement climatique, devraient faire davantage d'efforts de réduction que les pays pauvres, les plus vulnérables à ces changements.



Comment basculer dans l'espoir ?

Pour que les choses changent, il faudrait atteindre le « point de bascule sociologique ». C'est-à-dire un pourcentage de sensibilisation suffisamment élevé au sein d'une population (entre 3,5% et 25% selon les estimations) pour que les pratiques préconisées par ses

adeptes deviennent rapidement la norme. A l'échelle de la Belgique, il faudrait qu'entre 401 000 et 2,865 millions de Belges (soit l'équivalent des populations de l'agglomération de Bruxelles, Anvers, Gand, Charleroi, Liège, Brugge et Louvain!) soient fortement sensibilisé-e-s.

35°C

Si le temps chaud et humide est particulièrement difficile à supporter, c'est parce que l'humidité intense amplifie les effets de la chaleur sur le corps. Comme l'air est déjà saturé d'eau, la transpiration s'évapore difficilement. Selon les chercheurs, une température du *thermomètre mouillé* de 35°C constituerait la limite tolérable pour l'être humain. À cette température, le corps est incapable de se refroidir et une exposition trop longue peut mener à la mort, même pour les personnes en bonne santé.

Or, il semble que de telles conditions soient enregistrées de plus en plus régulièrement dans certaines régions du globe. Ces phénomènes seraient deux fois plus nombreux qu'il y a 40 ans, soulignent les auteurs de l'étude. Cela les laisse croire que certaines régions du monde deviendront inhabitables plusieurs années plus tôt que prévu.

Le lien vers l'étude : advances.sciencemag.org/content/6/19/eaaw1838



Le début de la fin pour les compagnies pétrolières ?

Un tribunal néerlandais a contraint Shell à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 45 % d'ici à la fin de 2030. Aux USA, une poignée d'actionnaires a désavoué le PDG d'ExxonMobile, exigeant sa conversion aux énergies renouvelables. Même scénario chez Chevron. Est-ce le début de la fin pour les géants du pétrole ?

Quand Bezos pense aux générations futures



Revenant de son voyage dans l'espace, il a déclaré : « *Il s'agit de construire une route vers l'espace pour que les générations futures puissent y faire des choses incroyables.* » Hé Jef, elles t'ont rien demandé, les générations futures ! Et si t'essayais plutôt de pas démolir cette planète-ci ? Sachant que pour un seul vol spatial d'une dizaine de minutes, ce sont pas loin de 80 tonnes d'équivalents CO₂ qui sont émises... C'est plus de 6 fois les émissions de CO₂ d'un Français sur une année entière, ou autant qu'un Indien pendant 40 ans. Sans parler de l'empreinte écologique d'Amazon. Redescends sur terre, Jef !

Pas si net

Un récent rapport d'Oxfam met en garde contre la fausse solution des objectifs climatiques « zéro émission nette ». Ces plans reposent sur la plantation de millions d'arbres sur de vastes étendues de terres dans les pays à faible revenu. Mais ces projets ne sont pas réalistes. Selon Oxfam, il faudrait planter au moins 1,6 milliard d'hectares de forêts, soit l'équivalent de cinq fois la superficie de l'Inde, pour compenser les émissions actuelles de carbone dans le monde. Avec le risque d'entraîner une hausse de 80 % du prix des denrées alimentaires et une aggravation de la faim dans le monde. Ces plans masquent surtout le manque de volonté des pays riches, les plus responsables du changement climatique, de réduire drastiquement leurs émissions : la seule solution viable est de s'écarter des combustibles fossiles et d'investir massivement dans les sources d'énergie et des chaînes d'approvisionnement propres. « Pas si net », rapport disponible sur www.oxfam.org

LET'S DO IT FAIR

POUR UN COMMERCE AU SERVICE DE LA JUSTICE CLIMATIQUE

- Patrick Veillard -

"Climate is everything"

Une couverture récente du magazine Time rappelle cette évidence : la lutte contre le dérèglement climatique est au centre de tout. L'augmentation des températures, la disparition des espèces, la multiplication des catastrophes naturelles, etc. : tous ces impacts mettent en jeu l'existence même de l'humanité.

Malgré cela, un autre article du Monde soulignait en avril 2021 combien cette évidence n'a pas atteint certaines sphères : il y était relevé que sur 77.000 articles économiques publiés dans des revues scientifiques, seuls 0,07 % concernaient le changement climatique!



Le commerce, l'angle mort des politiques climatiques

Pourquoi le commerce est-il si peu pris en compte dans les politiques climatiques? On n'en retrouve par exemple aucune mention explicite dans l'Accord de Paris. De même à l'ONU, la libéralisation du commerce a tendance à l'emporter sur toute considération environnementale. Comme si dans ces cercles, le climat était, selon l'expression américaine, « l'éléphant dans la pièce » : un sujet aussi gênant qu'incontournable mais que personne ne veut aborder frontalement.

Pourquoi un tel angle mort ? Au-delà des raisons économiques, idéologiques, culturelles ou (géo) politiques, une explication plus technique tient dans le mode de calcul « territorial » des émissions de gaz à effet de serre : les émissions d'un produit importé (par ex. un jouet en plastique), sont rapportées au pays producteur (ex. la Chine) et non à l'importateur (ex. la Belgique).

Les résultats peuvent ainsi être très différents si l'on attribue les émissions aux pays où ces biens sont consommés. Avec cette approche, dite de l'empreinte carbone, le bilan par exemple des émissions de la Belgique entre 1990 et 2017 n'est pas de -17% mais de +20%. Cela explique également pourquoi la Chine, véritable usine du monde, est devenue en deux décennies le deuxième plus gros émetteur mondial.

Cette « invisibilité climatique » du commerce s'explique aussi par l'absence d'une comptabilité claire des émissions liées aux transports internationaux (par bateau ou en avion), alors qu'elles sont en forte augmentation depuis quelques années.

Un commerce néolibéral qui aggrave la crise climatique

Difficile donc d'agir sur ce qu'on ne mesure pas (ou mal) ! C'est pourtant urgent tant le commerce, dans sa forme néolibérale, aggrave la crise climatique et les inégalités. On peut citer comme causes de la hausse des émissions : l'allongement et la fragmentation des chaînes d'approvisionnement (ce que l'on appelle le commerce « intra-firme », voir ci-contre), l'harmonisation par le bas des normes sociales et environnementales (on délocalise là où on peut polluer!) ou encore la généralisation des modes de production et de consommation non durables (le fameux « mode de vie occidental » et ses marques mondialisées).

En dépit de ces effets, l'agenda politique reste centré sur toujours plus de libéralisation commerciale. On assiste en particulier à la multiplication des accords bilatéraux, tels l'accord UE-Mercosur ou le traité sur la charte de l'énergie, aux impacts sociaux et environnementaux désastreux (voir article p. 12).



Les 10 % les plus riches sont responsables de 52% des émissions de dioxyde de carbone

C'est la conclusion d'un rapport publié par Oxfam et le Stockholm Environment Institute. Pour Tim Gore, d'Oxfam International, "le fait que les riches concentrent entre leurs mains un tel volume d'émissions de gaz carbonique signifie que même si nous avons conduit le monde au bord de la catastrophe climatique en brûlant des énergies fossiles, nous n'avons toujours pas amélioré la vie de milliards de personnes."

Pour en savoir plus :

www.oxfam.org/fr/publications/combattre-les-inegalites-des-emissions-de-co2

Le « commerce intra-firme », en plein essor

Ce type de commerce, estimé à plus du tiers du commerce mondial, s'opère entre les différentes unités d'une même firme multinationale.

Apple fait par exemple fabriquer et assembler les composants de ses i-phones dans une dizaine de pays différents (ex. Chine, Japon, Corée, UE, etc.). Cette pratique est non seulement polluante mais aussi assez fragile en cas de crise des transports, comme la crise du Covid l'a démontré.



LET'S DO IT FAIR

De nombreuses alternatives

Il existe pourtant de nombreuses politiques et pratiques alternatives pour atténuer ces effets du commerce sur le climat. Afin de réduire les émissions du transport international, on pourrait par exemple imposer aux porte-containers des carburants moins polluants, ou bien les taxer davantage. On pourrait aussi relocaliser toute une série de productions : par exemple cultiver en Europe plus de pois ou de lupin, des plantes riches en protéines, alternatives au soja si destructeur de l'Amazonie.

En matière de politique commerciale, pourquoi ne pas s'interdire de conclure des traités avec tout pays non respectueux de l'accord de Paris ? Ou bien taxer à la frontière les produits les plus polluants afin qu'ils ne concurrencent pas des produits locaux moins intensifs en carbone ? Ou encore rassembler dans un même espace commercial tous les pays ambitieux en matière de climat ?

Ce qui est certain, c'est que les entreprises multinationales – les principales actrices de la mondialisation commerciale – doivent être davantage contrôlées : diverses lois ou projets de lois en matière de devoir de vigilance s'y attaquent, en combinant droits humains et questions environnementales. C'est ce type de loi qui a par exemple permis à un collectif d'ONGs d'attaquer en France la multinationale du pétrole Total pour son absence (totale !) d'ambition en matière de politique climatique.

Commerce équitable et climat, même combat !

Mais si toutes ces pistes sont prometteuses, elles ont pour la plupart un gros défaut : elles négligent



les questions de justice climatique. Autrement dit, elles ne tiennent pas suffisamment compte des populations et pays (dits) du Sud, les plus impactés par les dérèglements climatiques (alors qu'elles en sont historiquement les moins responsables). Certaines politiques pourraient même avoir un effet contre-productif pour les pays en développement, telles les taxes aux frontières ou la relocalisation de certaines filières, potentiellement synonymes d'un accès réduit aux marchés du Nord.

Parmi les nombreuses solutions, il en existe une toute faite : le commerce équitable ! En plus de critères environnementaux renforcés, il fournit aussi et surtout un soutien économique aux producteurs/rices et travailleurs-euses défavorisé.e.s, ce qui leur permet d'investir dans des pratiques plus résilientes et moins émettrices. Cela en fait un véritable outil d'accompagnement « clef en main » de la transition écologique, à un niveau micro-économique (voir article p. 15).

De nombreux partenaires d'Oxfam se sont ainsi engagés ces dernières années (voire décennies !) dans des projets en matière d'agroécologie, d'agriculture biologique, d'économie circulaire, de reforestation ou encore d'irrigation. Leur but ? S'adapter aux changements climatiques mais aussi « faire leur part » en matière d'atténuation. ■

En savoir plus :

Impacts du commerce sur le climat et alternatives en matière de politiques commerciales. Étude Oxfam-Magasins du monde. Mars 2021.
www.omdm.be/ressources/analyses-et-etudes/etude-impacts-du-commercesur-le-climat-et-alternatives-en-matiere-de-politiques-commerciales

EN LIEN AVEC LA CAMPAGNE

Climat et donut

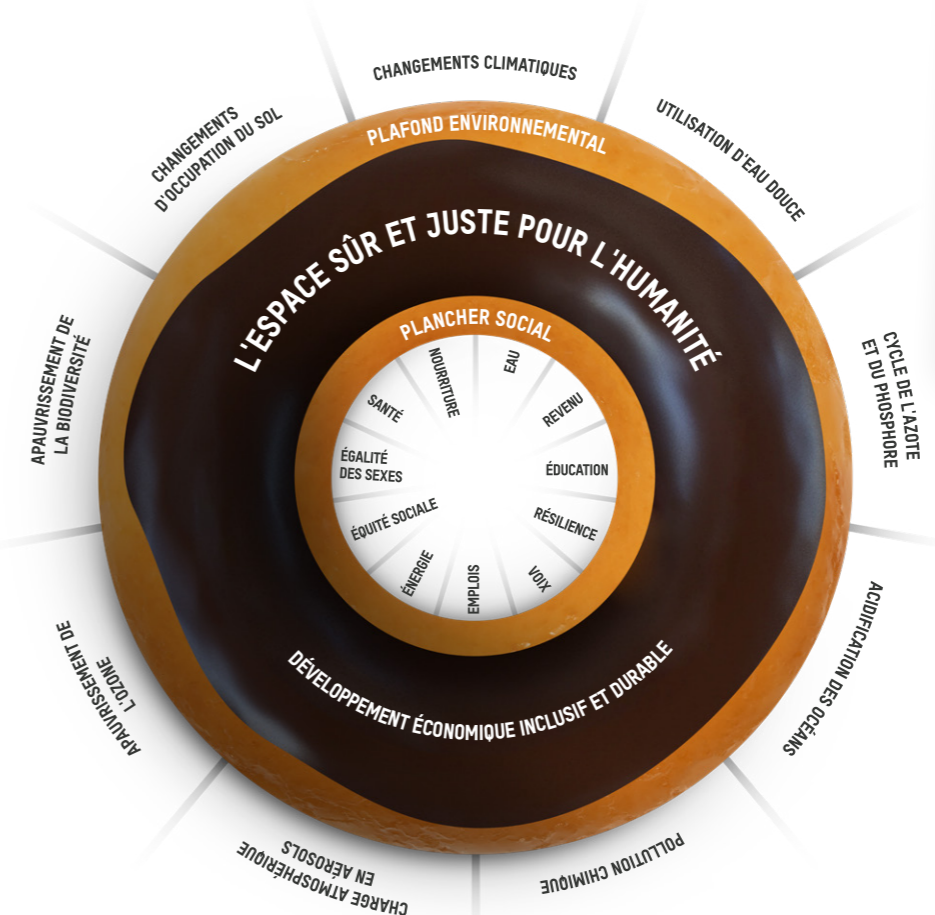
Y a-t-il des liens et si oui lesquels entre cette nouvelle campagne « commerce et justice climatique » d'Oxfam-Magasins du monde et la précédente sur l'économie du donut ?



Pour rappel, la théorie du donut, proposée par l'économiste britannique Kate Raworth en 2012, définit les balises sociales et environnementales au sein desquelles les activités humaines devraient s'inscrire. L'anneau intérieur (ou « plancher social ») délimite les éléments essentiels pour une vie digne (alimentation, santé, éducation, etc.), tandis que l'anneau extérieur (ou « plafond environnemental ») correspond à la pression maximale que l'humanité peut exercer sur les systèmes vitaux de la Terre (biodiversité, eau douce, etc.) sans mettre sa survie en péril.

Cette campagne s'inscrit parfaitement dans le cadre stratégique que constitue le donut. D'une part, le climat est l'une des 9 limites planétaires à ne pas dépasser (et l'une des plus importantes et instables, sachant qu'elle a un fort impact sur les autres, par exemple la perte de biodiversité). D'autre part, le fait de montrer en quoi le commerce équitable est un outil au service de la justice climatique est un « cas donut » typique. Il permet en effet de répondre à la fois aux enjeux sociaux et écologiques, deux ingrédients indispensables et indissociables d'une transition juste et durable. ■

De plus en plus de villes s'inspirent de l'économie du donut pour tenter de concilier exigences environnementales et justice sociale. Le DEAL (Doughnut Economics Action Lab) a créé une plateforme pour partager les expériences : doughnuteconomics.org



PARTENAIRE PRODUCTEUR

Manduvirá

- Anaëlle Scutnaire -

Au Paraguay, il existe un arbre appelé « manduvirá ». Ses racines sont fortes et ses branches résistantes. Cet arbre pousse le long des rivières, supporte les inondations et les tempêtes. Pour les peuples Guarami (peuples indiens d'Amérique Latine), cet arbre est symbole de résistance et de persévérance. Tout comme cet arbre, la coopérative Manduvirá résiste et cultive des cannes à sucre de manière durable et équitable depuis 1975.

La coopérative Manduvirá a été créée par 39 membres, principalement des agriculteurs/rices et des enseignant-e-s. Le but premier était d'améliorer l'offre de micro-crédits pour la communauté rurale et de créer un système de soutien mutuel. Elle se situe au Paraguay dans le district d'Arroyos & Esteros à 67 kilomètres au Nord-Est de la capitale, Asuncion. La coopérative soutient des projets durables dans la région, notamment une usine de bio-compostage et une campagne encourageant une alimentation saine.

Impacts du changement climatique sur l'activité de Manduvirá

Les différents éléments auxquels les cultivateurs/rices sont confronté-e-s sont le gel, la mauvaise répartition des pluies avec des épisodes sporadiques très forts, des zones plus sensibles à la désertification que d'autres ainsi que des sécheresses.

En 2017, de gros épisodes de gel (après un réchauffement précoce) ont mis les producteurs/rices en grande difficulté. Les gelées ont affecté les feuilles de la canne à sucre, qui génèrent du saccharose (la molécule à la base du sucre). Les nombreuses plantes endommagées ont dû être récoltées directement pour pouvoir récupérer ce qui était possible, entraînant une grande perte de revenus. En plus de la perte de rentabilité des plantes touchées par le gel, celles-ci n'ont pas pu être utilisées pour faire des boutures pour de nouvelles plantations. Toute la communauté a été impactée à ce moment-là et commence seulement à s'en remettre aujourd'hui.

Moyens mis en œuvre pour s'adapter

Les grandes exploitations ont plus de possibilités d'adaptation



Canne à sucre et graines de sésame

Actif depuis 1975 et collabore avec Oxfam depuis 1999

Coopérative de plus de 1.000 personnes

Produits vendus dans plus de 30 pays



« Grâce au commerce équitable, nous avons pu évoluer en coopérative. Depuis lors, nous avons notre propre usine et nous faisons nous-mêmes nos produits finis. Cela a eu un impact profond sur ma vie et celle de mes enfants. »

Antonio Maldonado, producteur de Manduvirá



que les plus petites, car elles ont la capacité d'investir dans d'autres variétés de canne à sucre mieux adaptées à des conditions climatiques spécifiques. Les agriculteurs/rices cultivant de petites parcelles ne peuvent pas faire ces investissements.

Manduvirá a donc lancé plusieurs initiatives pour aider les membres de la coopérative à s'adapter et à continuer leur activité : soutien technologique, installation d'une station météorologique, production de compost et bio-engrais avec les déchets des plantations pour améliorer la qualité des sols (parfois mauvaise) et surveillance des parasites par satellite.

En plus de ces initiatives, Manduvirá s'engage également à diminuer son impact écologique. Plusieurs chantiers ont été mis en place comme des projets de reboisement de zones désertifiées, de réduction de la consommation d'énergie ou d'eau (en la recyclant).

D'autres projets sont en cours comme celui de mesurer l'empreinte carbone pour savoir plus précisément où réduire les émissions et augmenter la capacité de l'usine de production de compost et de bio-engrais.

Comment le commerce équitable soutient l'activité de Manduvirá ?

Grâce à la prime de commerce équitable, la coopérative a pu aider ses membres à se rétablir économiquement suite aux événements climatiques destructeurs, ainsi qu'à mettre en œuvre plusieurs projets comme la création de leur propre usine de production de sucre. Avant cela, il n'y avait qu'une sucrerie qui avait le monopole de la production et imposait donc des prix élevés.

Depuis l'installation de leurs propres moyens de transformation, les cultivateurs/rices gagnent beaucoup plus. La coopérative économise les frais de location et le transport vers une usine externe. Cela amène également la possibilité de négocier le prix du sucre certifié Fairtrade directement avec les acheteurs. La coopérative Manduvirá distribue la moitié de la prime Fairtrade qu'elle gagne à ses producteurs/rices. L'autre moitié est investie dans la sucrerie, dans le soutien technique aux travailleurs/euses ainsi que pour mener à bien ses projets.

La prime du commerce équitable apporte donc un soutien important pour la continuité de l'activité ainsi que pour diminuer l'impact carbone de la coopérative. ■

Sucre de betterave ou sucre de canne, lequel est le moins néfaste pour l'environnement ?

Pas simple de se faire une opinion. D'un côté, l'industrie du sucre de betteraves (surtout française, première productrice au monde) vante le fait que son sucre est naturellement blanc et n'a donc pas besoin de raffinage, contrairement au sucre de canne. Cette affirmation est à nuancer, puisque le jus de betterave est soumis à de nombreux procédés chimiques pour produire le sucre de table (ex. utilisation de chaux et de gaz carbonique). Et surtout, l'industrie sucrière omet de rappeler les aspects négatifs de la culture de betterave : forte mécanisation, monoculture intensive, utilisation de nombreux pesticides dont les fameux néonicotinoïdes, pourtant interdits par l'UE à cause de leur impact désastreux sur la biodiversité.

Mais de l'autre côté, la culture de la canne à sucre est loin d'être exemplaire lorsqu'elle est intensive. Le WWF indique qu'elle est responsable d'érosion de sols et de déforestation, surtout dans des pays comme le Brésil, premier producteur de sucre de canne au monde. Le transport n'a par contre qu'un très faible impact environnemental et ne permet pas de « disqualifier » d'office les produits venant de loin, en comparaison avec des produits plus locaux. Face à ces modèles intensifs, les alternatives biologiques sont nettement moins impactantes pour l'environnement, tant pour le sucre de canne que de betterave. Le commerce équitable apporte une dimension supplémentaire, par la recherche d'un prix juste, l'organisation en structures démocratiques du type coopératives et l'allocation de moyens à leur transition écologique. À chacun-e de peser le pour et le contre en fonction de son budget, de ses idées, de son goût... et de sa santé, puisqu'il faut rappeler que la surconsommation de sucre est grandement responsable de problèmes de santé comme l'obésité et le diabète.

LET'S DO IT FAIR

Des accords de commerce et d'investissement climaticides

- Patrick Veillard -

Été 2019, souvenez-vous, de gigantesques incendies font rage en Amazonie brésilienne. En même temps, se déroule un G7 à Biarritz sous l'égide du président français Emmanuel Macron. Ce dernier interpelle alors dans un tweet son homologue brésilien Jair Bolsonaro, ce qui déclenche rapidement un autre feu, diplomatique celui-là. Le premier reproche au second son inaction, voire sa responsabilité dans les incendies. Le second réplique par des accusations de néocolonialisme puis des insultes. Macron menace alors de ne pas ratifier le traité UE-Mercosur, un accord de commerce en cours de finalisation entre l'Union européenne (UE) et le marché commun sud-américain.

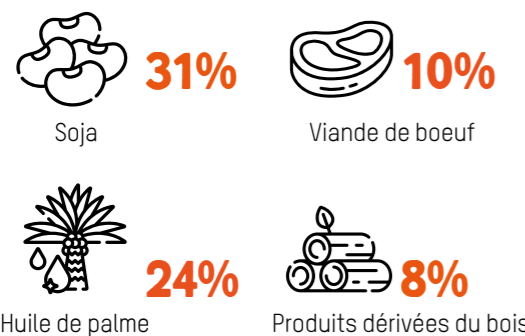
Traité UE-Mercosur: des impacts environnementaux (et sociaux) catastrophiques

Que conclure de cette passe d'armes médiatique bien peu protocolaire ? Tout d'abord que le bon et le méchant dans l'histoire ne sont peut-être pas évidents. En effet, et sans défendre la politique d'extrême droite du président brésilien, la position du Président Macron est ambiguë : la France, comme la plupart des

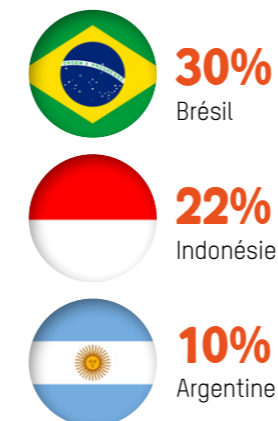
pays européens, ne fait rien pour réduire sa dépendance aux importations de soja, première source de déforestation importée, alors qu'elle pourrait encourager d'autres filières locales telles que le pois, la féverole ou le lupin, des légumineuses fixatrices d'azote.

Surtout, l'opposition de Macron au traité UE-Mercosur s'apparente à un exercice de communication et/ou à une manœuvre

Matières premières importées au sein de l'UE à l'origine de la déforestation



Pays les plus touchés par la déforestation importée (2005 - 2017)



politique car peu a été fait depuis pour s'opposer à la ratification de l'accord. Or beaucoup dénoncent ce dernier comme extrêmement dangereux aux niveaux social et environnemental, en particulier pour le climat.

Surnommé l'accord «voitures contre bétail», il augmenterait en effet considérablement les volumes de biens échangés entre les deux blocs (principalement via des baisses de tarifs douaniers). D'après l'ONG Grain, cela pourrait provoquer une hausse de 34% des émissions de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux actuels liés à ces produits échangés. Cela est essentiellement dû au fait que ces derniers sont des produits agricoles à l'origine d'une forte déforestation, tels le soja, le bétail ou encore le sucre. Le traité aura également des effets dévastateurs sur la santé et les conditions de travail des populations, notamment autochtones, ainsi que sur l'agriculture paysanne européenne.

Un tel accord est donc totalement incohérent avec les ambitions affichées par ailleurs par l'UE, notamment son Pacte Vert et sa loi climat. C'est pourquoi de nombreuses voix s'élèvent, telle la plate-forme belge UE-Mercosur, pour une renégociation de l'accord. Comme l'a déclaré au journal Le Monde l'ex-ministre français à la transition écologique Nicolas Hulot : « la signature de ce type d'accord démontre une absence d'approche systémique et globale de la lutte climatique »

et est « complètement antinomique avec les ambitions climatiques affichées ».

Traité sur la Charte de l'Énergie : un frein à la transition

Un autre instrument nuisible à la justice climatique est le Traité sur la Charte de l'Énergie (TCE). Largement inconnu du grand public, il est pourtant le traité de commerce et d'investissement le plus important au monde dans le domaine de l'énergie (il rassemble depuis le début des années 90 plus de 50 membres, dont la Belgique et l'UE). ►►



LET'S DO IT FAIR

►► Il est en revanche bien connu des entreprises transnationales, qui l'utilisent de manière croissante pour protéger leurs investissements dans les énergies (majoritairement fossiles). Leur « arme fatale » est un mécanisme d'arbitrage privé dénommé ISDS (le même que dans le feu-TTIP), qui leur permet de poursuivre en justice des États qui voudraient par exemple fermer une centrale à charbon ultra-polluante ou baisser le prix de l'électricité pour leur population.

Cet outil complètement anti-démocratique (les juges sont des avocats d'affaires) gèle toute

tentative de transition énergétique : à cause de ce système, les États ont déjà dû payer un total de 52 milliards de dollars de compensation aux entreprises. De plus, la simple menace de poursuite suffit parfois pour décourager des pays de prendre des mesures climatiques.

Face à la menace d'une extension aux pays d'Afrique et d'Asie, une réforme en profondeur de ce traité est indispensable. Comme pour son cousin UE-Mercosur, l'enjeu est de rendre ce type de traité compatible avec les défis sociaux et écologiques de notre temps, en particulier l'urgence climatique. ■

En savoir plus : Impacts du commerce sur le climat et alternatives en matière de politiques commerciales. Étude Oxfam-Magasins du monde. Mars 2021.

www.omdm.be/ressources/analyses-et-etudes/etude-impacts-du-commerce-sur-le-climat-et-alternatives-en-matiere-de-politiques-commerciales

www.omdm.be/non-au-traite-sur-la-charte-de-lenergie.



Le droit à la terre, un enjeu aussi climatique

Les ressources naturelles collectives gérées par les peuples autochtones et les communautés locales abritent une grande biodiversité qui maintient l'équilibre écologique de la planète et aide à réguler le climat. Les études montrent que leurs terres stockent des quantités considérables de carbone – au moins 300 milliards de mégatonnes – et que la sécurisation des droits fonciers permet de diminuer le taux de déforestation. Or, la plupart des terres où vivent ces communautés, soit au moins 5 milliards d'hectares, ne sont pas protégées et demeurent exposées au risque d'accaparement par des États et des entreprises. Dans le cadre de la campagne internationale 'Land Rights Now', Oxfam et d'autres organisations demandent aux gouvernements et aux entreprises de mettre fin aux accaparements de terres et de faire respecter les droits fonciers autochtones et communautaires afin d'assurer notre avenir alimentaire et préserver le climat, la biodiversité et la culture. Pour en savoir plus : www.landrightsnow.org.

TRANSITION ÉQUITABLE

Le commerce équitable : un accélérateur de la transition

- Patrick Veillard -

Qui dit commerce équitable ne pense pas à première vue au climat ou même à l'environnement. Avec raison sans doute puisque la démarche s'est historiquement concentrée sur les aspects socio-économiques.

Le secteur a connu à partir du début des années 2000 un fort verdissement, dans un contexte d'essor du concept de développement durable. Cela en fait un outil d'atténuation au changement climatique particulièrement pertinent. De plus en plus de critères environnementaux sont ainsi inclus dans les cahiers des charges (ex. protection des aires menacées, consommation raisonnée d'énergie), tandis que les croisements avec les modes de production et labels biologiques se sont multipliés (ex. Naturland Fair).

Des conditions économiques favorables à la transition écologique

Par ailleurs, les critères économiques (prix basés sur les coûts de production, préfinancement, relations commerciales de long terme, etc.) apportent aux producteurs/rices agricoles une stabilité économique indispensable pour s'adapter aux dérèglements climatiques. En effet, comme le rappelle l'agronome français M. Dufumier, face à un climat de plus en plus aléatoire, « les agriculteurs doivent mettre en œuvre des systèmes de production plus résilients leur permettant après chaque épisode climatique destructeur de rétablir au plus vite le niveau de leurs revenus et les potentialités productives de leurs fermes ».

Le commerce équitable donne donc aux petits producteurs/rices les moyens de

la transition écologique, en soutenant le développement de modes de production moins émetteurs et plus résilients, tels que l'agroforesterie, l'agriculture biologique ou l'économie circulaire. On peut citer comme exemples des formations en lutte intégrée ou en agroforesterie, des projets de reforestation ou encore des programmes de protection de la biodiversité (voir notamment l'infographie p. 20).

Le commerce équitable permet ainsi d'intégrer dans le prix des produits l'ensemble des coûts sociaux et environnementaux (ce que l'on appelle les "externalités"), à l'inverse des produits "low cost". C'est donc une manière d'accompagner la transition écologique à un niveau micro-économique, pratique

qui pourrait inspirer des politiques de régulation plus globales...

L'exemple du programme Équité en Afrique de l'Ouest

Il existe par ailleurs de nombreux projets pour "pousser" la démarche plus loin, tel le programme Équité en Afrique de l'Ouest qui couvre six pays. Ce programme 2019-2023, financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et coordonné par Commerce Équitable France (CEF), vise notamment à faire du commerce équitable "un levier d'accélération des transitions écologiques".

Parmi les nombreuses coopératives soutenues (environ 40), on peut citer l'exemple de Camaye en Côte d'Ivoire. Le projet y expérimente des pratiques agro-écologiques avancées associant à la culture de cacao de nombreux arbres (fruitiers), légumes et autres plantes nourricières sur de petites surfaces. Les essais démontrent qu'en plus ►►



►►► de fournir de nombreux services écosystémiques (maintien de l'humidité, prolifération réduite des insectes ravageurs ou mauvaises herbes), ces combinaisons permettent d'améliorer la résistance des cacaoyers (notamment aux événements météorologiques extrêmes) tout en diversifiant et augmentant les revenus des producteurs/rices.



▲ Projet d'agroforesterie de la Coopérative Agricole Mawoubé de Yéré Yéré en Côte d'Ivoire, où la culture de cacao a sacrifié plus de 80% du couvert forestier ivoirien depuis les années 60. © Equité

Malgré ces bénéfices, les investissements nécessaires au départ sont lourds. La relation commerciale de long terme assurée par le commerce équitable permet aux producteurs/rices d'obtenir des prêts plus facilement. Le projet cherche également à les mettre en contact avec des acteurs de la finance solidaire, tout en explorant des nouveaux systèmes de crédit.

Autres exemples de démarches innovantes

A une plus petite échelle, Oxfam Wereld Winkels expérimente une démarche similaire avec son projet pilote 'Bite to fight'. Une prime Oxfam additionnelle au prix et à la prime équitables vise à fournir un revenu vital aux cacaoculteurs/rices, ainsi qu'à développer divers projets d'agriculture durable ou de lutte contre la déforestation.

Autre exemple, l'organisation équitable allemande GEPA: en plus d'avoir entrepris de mesurer l'empreinte carbone de toutes ses filières d'approvisionnement, elle soutient financièrement depuis 2013 son partenaire philippin ATP1 pour des projets d'afforestation, en collaboration avec l'entreprise Pur Projet. L'approche adoptée par GEPA (appelée « insetting » en anglais) consiste à compenser les émissions de CO₂ qu'elle ne parvient pas à réduire via des projets au sein même de sa chaîne de valeur (et non en externe, telles que dans les démarches de compensation classiques, appelées "offsetting"). Résultat, plus de 115.000 arbres ont été plantés en 8 ans (dont de nombreux fruitiers), avec des bénéfices pour le climat mais aussi les producteurs (ex. la diversification de leurs revenus).

Une autre organisation équitable, EZA, a récemment créé une nouvelle marque de café dénommée « Coffee for future ». L'organisation autrichienne alloue une prime supplémentaire à la prime équitable, dite « climatique », qui sert à financer divers projets de conservation des forêts et de zones tampons écologiques. Cela a notamment permis à leur partenaire mexicain SPOSEL de convertir en agroforesterie leurs parcelles de café biologique et de reboiser 300 ha de terres. Ces différents exemples illustrent tout l'intérêt du commerce équitable comme instrument de transition écologique. Testé sur le terrain depuis des décennies, son modèle et ses critères évoluent encore afin de l'adapter à un défi aussi pressant que la crise climatique.

Et le commerce équitable Nord / Nord ?

Les démarches équitables Nord/Nord se sont multipliées ces dernières années, dans une logique de souveraineté alimentaire et de lutte politique globale contre le modèle agro-industriel. Pour des organisations telles qu'Oxfam-Magasins du monde, c'est aussi une manière d'améliorer leur cohérence environnementale. Les produits de la gamme "Paysans du Nord" (ex. bière, confiture, pâtes) sont issus d'une agriculture paysanne à petite échelle, se basant sur des pratiques agro-écologiques et dont la production locale et de saison est plus cohérente que leur équivalent importé. ■

Plus d'informations sur www.purprojet.com/fr/projet/alter-trade et www.eza.cc/coffee-for-future.



▲ Projet d'agroforesterie sur l'île de Negros aux Philippines, où la culture de la canne à sucre occupe 85% des terres. © Altertrade

CAMPAGNE Cahier détachable

COMMERCE ET JUSTICE CLIMATIQUE

EFTA
EUROPEAN FAIR TRADE ASSOCIATION



OXFAM
Magasins du monde

La crise climatique est fondamentalement injuste : historiquement les moins responsables, les populations du Sud sont pourtant aujourd'hui celles qui en subissent le plus les conséquences. Dans un monde d'inégalités mondiales extrêmes, le changement climatique creuse encore plus le fossé.



This is not just
about **EMISSIONS.**

**This is a matter
of justice.**



CAMPAGNE

Le commerce peut-il être une solution pour davantage de justice climatique ? Oui dans sa version équitable (et non néolibérale)! C'est ce que nous démontrons avec notre nouvelle campagne « Climate justice – Let's do it fair ». Le principal atout du commerce équitable est qu'il donne aux communautés du Sud les moyens de s'adapter aux conséquences du dérèglement climatique, tout en leur permettant de « faire leur part » en matière de diminution des émissions.

Nos partenaires équitables mettent ainsi quotidiennement en pratique la résilience climatique. Par exemple en cultivant en agriculture biologique, en diversifiant leurs cultures ou en lançant des projets de reforestation. Et au Sud comme au Nord, les organisations équitables adoptent des solutions pour améliorer leur impact sur le climat, que ce soit en se fournissant avec des énergies et matériaux renouvelables ou en réduisant / réutilisant des déchets.

Au final, le commerce équitable est donc un moyen de mettre la justice climatique en pratique. On peut évidemment lui reprocher son caractère micro-économique, i.e. essentiellement centré sur le développement local (ex. dans des fermes ou coopératives en agriculture). Pour le généraliser à une échelle plus globale, nous avons besoin de toujours plus de citoyen-ne-s engagé-e-s, de consommateurs/rices conscientisé-e-s, d'entreprises responsables et de dirigeant-e-s politiques à la hauteur.

Comme le disait l'expert français Patrick Lagadec (et à l'image de l'actuelle crise sanitaire), « *les crises de demain sont souvent le refus des questions d'aujourd'hui* ». Face à l'urgence climatique, nous devons réunir toutes nos forces, maintenant, pour diminuer les impacts à venir et faire en sorte de limiter les futures crises. Mettons ensemble en pratique la transition écologique et sociale : rendons-la plus équitable! ■



Voir la vidéo sur
youtu.be/OJgKSaBQ8dw

Voir la page de campagne
omdm.be/letsdoitfair

QUIZZ

TESTEZ VOS CONNAISSANCES

Pour lutter efficacement pour plus de justice climatique, encore faut-il comprendre ses enjeux. Et on ne vous apprend rien en vous disant que le sujet est complexe. Prenez donc cinq minutes pour tester vos connaissances sur le sujet avec notre petit Quizz. Toutes les réponses se trouvent dans ce dossier !

a) Dans l'accord de Paris, quel est l'objectif de limitation de la hausse de température d'ici 2100?

1. 1,5°C.
2. 2°C.
3. 2°C tout en faisant le maximum pour la limiter à 1,5°C.

b) Actuellement, les émissions de CO₂ d'un jouet produit en Chine et vendu en Belgique :

1. Sont incluses uniquement dans le bilan CO₂ de la Chine.
2. Sont incluses uniquement dans le bilan CO₂ de la Belgique.
3. Ni l'un ni l'autre, on ne prend pas en compte les émissions de CO₂ en lien avec le commerce.

c) Le traité commercial conclu entre l'Union européenne et les pays sud-américains du Mercosur est surnommé :

1. Voitures contre bétail.
2. Balles, bible et bétail.
3. Bolsonaro vs. Macron.

d) Le traité sur la charte de l'énergie est dangereux car :

1. Il menace l'approvisionnement en énergie.
2. Il n'est pas contraignant.
3. Il permet aux multinationales de l'énergie d'intenter des procès contre des États devant des tribunaux d'arbitrage privés, le plus souvent en faveur des énergies fossiles.

e) Le commerce équitable permet (notamment) aux agriculteurs/rices :

1. De lutter contre la covid-19.
2. De pouvoir prendre des vacances.
3. De s'adapter aux changements climatiques grâce à des investissements dans les nouvelles méthodes d'agriculture.

f) La déforestation en Ouganda est notamment due :

1. Au fait que les habitant-e-s utilisent du bois pour cuisiner.
2. À l'industrie du papier.
3. Aux plantations de palmiers à huile.

g) Le changement climatique constitue l'une des 9 limites planétaires à ne pas dépasser si l'on veut conserver une planète habitable. Parmi les propositions ci-dessous, laquelle ne fait pas partie de ces 9 limites ?

1. La chute de la biodiversité.
2. L'usage de l'eau douce.
3. Les tremblements de terre.

h) Où se situe la coopérative Manduvira et que produit-elle ?

1. Au Paraguay et produit du sucre de canne.
2. Au Brésil et produit du café.
3. En Bolivie et produit du quinoa.

i) Parmi les organisations ci-dessous, laquelle n'a pas de lien avec le climat ?

1. Youth for climate.
2. Les grands-parents pour le climat.
3. Extinction Rebellion.
4. La Fédération des entreprises de Belgique.
5. Fridays for future.

j) Pourquoi les femmes et les enfants ont-ils 14 fois plus de risques d'être victimes des changements climatiques ?

1. Ils ne savent pas nager.
2. Un quart des femmes économiquement actives travaillent dans l'agriculture et donc subissent encore plus les effets du changement climatique.
3. Les femmes et les enfants habitent en majorité dans des zones vulnérables aux dérèglements climatiques.

Quelle est ta cote sur 10 ?

Moins de 5/10 :
Oups, tu n'as peut-être pas lu le dossier avant de répondre ?

Entre 5 et 7/10 :
On voit que le sujet t'intéresse, à toi de confirmer l'essai !

Plus de 7/10 :
Waw, tu es carrément un-e expert-e, bravo, peut-être es-tu prêt-e pour gagner notre jeu-concours !

RÉPONSES a3, b1, c1, d3, e3, f1, g3, h1, i4, j2



Retrouvez quelques-uns de ces produits avec ce logo dans les Magasins du monde Oxfam.

UN BON PETIT DÉJEUNER, AUSSI POUR LE CLIMAT !

Découvrez comment le commerce équitable donne les moyens à nos partenaires et à leurs communautés de s'adapter au dérèglement climatique et de "faire leur part" en matière d'atténuation.

CACAO



ADAPTATION

Formations en agroécologie (ex. agroforesterie, gestion des sols) pour améliorer la fertilité et l'humidité des sols, et donc la résilience des cultures face aux événements météorologiques extrêmes.



ATTÉNUATION

Projets d'installation de panneaux solaires.



"La République Dominicaine est au cœur des Amériques et est très exposée aux cyclones, inondations ou sécheresses"
Joan Manuel Heredia

COOPROAGRO
République dominicaine



PANIER EN JUTE & HOGLA

"Dans les zones côtières affectées par la montée des eaux, de nombreuses femmes sont appauvries et donc sujettes à de la traite d'êtres humains."

Milton Suranjit Ratna



ADAPTATION

Formations des populations vulnérables en groupes plus autonomes économiquement (ex. tissage de paniers à partir de variétés – hogla, jute – plus adaptées aux eaux salées).



ATTÉNUATION

Projets de reforestation (total cumulé de 3,5 millions d'arbres, fournissant bois de chauffage et nourriture) et d'installation de panneaux solaires.



PAILLES EN BAMBOU

"Les sécheresses, inondations, etc., rendent l'activité agricole non viable, et obligent les gens à migrer en ville"

Norm Bunnak



ADAPTATION

Paiement d'assurances, bassins de collecte des eaux de pluie (irrigation, pisciculture).



ATTÉNUATION

Produits fabriqués à partir de matériaux recyclés (ex. sacs de ciment, moustiquaires, déchets de tissus), formations en gestion des déchets.

CORR THE JUTE WORKS
Bangladesh

VILLAGEWORCS
Cambodge

Y-DEVELOPMENT
Thaïlande

SUCRE DE CANNE

"La météo plus irrégulière – pluies intenses, sécheresses, gels après un réchauffement précoce – entraîne une baisse générale de productivité et de revenus"

Alicia Florentín



ADAPTATION

Afin de lutter contre la diminution de fertilité et l'assèchement des sols, les déchets de canne à sucre et leurs jus sont utilisés comme fertilisants et pour du compostage.



ATTÉNUATION

En plus d'avoir mesuré son empreinte carbone, Manduvirá a lancé, avec l'aide d'importateurs équitables, un vaste projet de reforestation. Près de 25000 espèces indigènes sont plantées par an, dont des arbres fruitiers (aux bénéfices à la fois économiques et nutritionnels).



MANDUVIRÁ
Paraguay



"Si nous ne faisons pas plus d'efforts, les gens seront confrontés à toujours plus de glissements de terrain, d'inondations, d'érosion des sols, etc."

Yorkonja Tumwijeho

ACPCU
Ouganda



ADAPTATION

Distribution de plants de café plus adaptés aux extrêmes climatiques, formation en gestion des sols et des maladies.



ATTÉNUATION

Projet d'installation de nouveaux poêles plus économes en bois, permettant de réduire la déforestation et les impacts des fumées sur la santé.



CUILLÈRES EN BOIS

"Le changement climatique est une urgence mondiale, dont les impacts se font déjà gravement ressentir, en particulier dans un pays comme la Thaïlande"

Patcharin Aviphan



ADAPTATION

Plantation d'arbres adaptés et à croissance rapide, programmes d'éducation à l'environnement



ATTÉNUATION

Formations en écoconception et en gestion des déchets (ex. utilisation des déchets de bois pour la fabrication de cuillères, diminution des consommations d'eau et de plastique).

LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ACCROIT LA FRÉQUENCE ET L'INTENSITÉ DES ÉVÈNEMENTS MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES



TU PRÉFÈRES ?

- Anabelle Delonnette -

Tu préférerais porter un t-shirt en coton bio de la tournée Happier Than Ever de Billie Eilish ou une chemise en lin vintage dénichée dans un magasin de seconde main ?

Si le t-shirt en question porte le label GOTS (Global Organic Textile Standard), c'est déjà pas mal ! Il garantit l'absence de rejets toxiques durant la fabrication du textile et de substances toxiques dans le vêtement. Si en plus la marque adhère à la Fairwear Fondation, c'est encore mieux, ce label garantissant un meilleur respect des droits sociaux ...

Et Billie Eilish a annoncé vouloir diminuer l'empreinte carbone de sa prochaine tournée. Pas de plastique à usage unique les ami-e-s ! Prends ta gourde pour te rafraîchir ! Bon niveau transport c'est pas encore gagné, l'avion s'impose dans ce genre de tournées... à toi de jouer : en plus de ta gourde, prends le train ou ton vélo.

Quant à l'achat en seconde main, il a clairement un impact positif niveau écologique, et les vêtements en lin également. On diminue concrètement son empreinte carbone en consommant

en seconde main. Quant au lin, sa culture utilise très peu d'intrants chimiques et il ne génère pas de déchets car tous ses sous-produits sont réutilisés.

Tu préférerais manger une tomate bio cultivée en France ou une tomate bio de saison importée d'Espagne ?

"J'aime pas les tomates." Lis quand même ! Car cela vaut pour n'importe quel fruit et légume. L'empreinte carbone d'une tomate dépendra beaucoup plus de la manière dont elle a été cultivée (avec ou sans intrants chimiques, de saison ou sous une serre chauffée) que du nombre de kilomètres parcourus. De nombreuses études démontrent que le transport ne constitue qu'une faible part du bilan carbone total d'un produit.

Ton sandwich : avec ou sans crudités ?

Une tomate même si elle a été produite en France mais hors saison sous serre chauffée aura une empreinte carbone près de 4 fois supérieure à une tomate de saison importée d'Espagne. Ah oui, j'oubliais, t'aimes pas les tomates, mais c'est pareil pour les concombres, banane !



Et qui l'a cueilli la tomate de ton sandwich ?

Il y a un risque qu'une tomate venant d'Espagne ait été cultivée et cueilliée par des migrant-e-s Nord-Africain-e-s sous-payé-e-s et souvent traité-e-s de manière indigne (logements insalubres, rythme de travail infernal, brimades, harcèlement...).

Bref, à chaque fois que tu le peux, choisis un aliment bio de saison et équitable, qui respecte la terre et celles et ceux qui font pousser la tomate ...ou le concombre... ou la carotte ou... Bref t'as compris.

habitude de certaines industries très polluantes d'aller s'installer dans des pays moins stricts au niveau environnemental.

"Très bien" me diras-tu. Mais un risque avec ce type de taxe, c'est d'appauvrir les pays du Sud : peu ont les moyens de rendre leurs modes de production plus écologiques pour éviter ces taxes...

Alors pourquoi pas : "Fin du monde, faim dans le monde, même combat" ? Ça c'est badass comme slogan, prépare ta pancarte, t'as l'air plus chaud-e que le climat !

Tu préférerais que l'on taxe les produits importés les plus polluants ou que l'on aide les pays les plus touchés par le changement climatique à s'orienter vers une production plus durable ?

"Pollueur payeur", tu te demandes si c'est un bon slogan pour une manif climat ? Taxer les produits polluants importés apparaît à 1ère vue comme une bonne idée... La Commission européenne vient d'ailleurs de le proposer dans son nouveau "paquet climat", avec l'instauration d'un marché du carbone aux frontières. Un peu comme pour les Pampers, ce marché veut lutter contre les fuites. Sauf qu'ici, il s'agit des "fuites carbone", c'est à dire de la méchante

Car compte tenu de la responsabilité historique des pays riches (oui, oui, riche comme la Belgique ou d'autres pays de l'UE), il serait plus juste que ces pays du Sud, les plus touchés par les changements climatiques mais les moins responsables, soient soutenus dans leurs efforts d'adaptation à ces changements. Par exemple par un Fonds vert pour le climat. Ou, si on veut absolument une taxe sur les produits importés, que l'argent de cette taxe serve d'abord à aider ceux qui en ont le plus besoin (par exemple pour fabriquer des produits plus verts). **C'est une question de justice... climatique ! Et ça va falloir le crier haut et fort !** ■

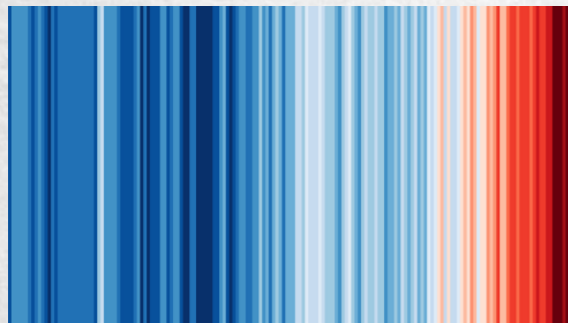


JEU CONCOURS

Deviens expert·e en justice climatique et gagne un prix équitable!

Des packs cadeaux regroupant différents produits exemplatifs du message de la campagne, d'une valeur de 50€, sont à gagner ! Pour participer, rendez-vous sur www.omdm.be/letsdoitfair. Les gagnant·es seront tiré·es au sort parmi les bonnes réponses.

1. Que représente cette image ?



- a) Le spectre lumineux sur l'ensemble des longueurs d'onde, des infra-rouges aux ultra-violet.
- b) Une représentation graphique des « bandes chauffantes », chaque bande correspondant à la température moyenne mondiale, de 1850 (début de l'ère industrielle) à nos jours.
- c) Une œuvre représentant le réchauffement climatique par l'artiste français Jérémy Gobé.

2. Le TCE est un accord d'investissement très dangereux pour la transition écologique. Que signifie cet acronyme ?

- a) Traité sur la Charte de l'Énergie.
- b) Traité instituant la Communauté Européenne.
- c) Traité pour le Changement Écologique.

3. En matière de climat, le commerce équitable c'est :

- a) Des critères environnementaux de plus en plus stricts, encourageant des pratiques favorables au climat.
- b) Des moyens économiques pour s'adapter aux impacts du changement climatique.
- c) Le financement de projets pour diminuer les émissions.
- d) Tout cela et plus encore mon capitaine !

4. Quels sont les trois produits alimentaires équitables mis en avant durant cette campagne climat ?

- a) Café, sucre et chocolat.
- b) Jus de tomate, bière et spaghetti.
- c) Vin, crackers et jus d'orange.

5. Où et quand aura lieu la prochaine COP (conférence des parties) sur le climat, étape cruciale dans la lutte contre le changement climatique ?

- a) A Glasgow (Royaume-Uni) en novembre 2021.
- b) A Paris (France) en août 2024.
- c) A Santiago (Chili) en décembre 2022.

PARTENAIRE PRODUCTEUR

Ankole Coffee Producers Cooperative Union

- Coline Ippersiel -

Vous en buvez chaque matin mais d'où vient-il? Un des cafés des magasins du monde Oxfam provient d'Ankole Coffee Producers Cooperative Union, en Ouganda. Ces coopératives se consacrent notamment à l'amélioration de la qualité des terres et à la sécurité alimentaire de leurs producteurs/rices, par exemple via la diversification de leurs productions.

Lancée en 2006, ACPCU n'a cessé de s'agrandir depuis : de 10 coopératives villageoises, elle en est maintenant à une vingtaine composées de pas moins de 9.400 personnes. Leurs exportations continuent à progresser. Leur objectif est de construire une communauté tournée vers une production durable.

Impacts du dérèglement climatique sur leurs activités

Le café est une vieille tradition en Ouganda. Cependant, avec le dérèglement climatique et les phénomènes météorologiques de plus en plus extrêmes, sa production est mise à rude épreuve.

Il n'y a plus assez de pluies et les longues périodes de sécheresse ne permettent plus aux Ougandais et Ougandaises de boire ou même de s'alimenter en suffisance. Le dérèglement climatique entraîne également des inondations et glissements de terrains qui détruisent les fermes et les habitations.

Avec ce type de catastrophes, il devient difficile de travailler à la ferme et dans les champs. L'augmentation moyenne des températures affecte par ailleurs la maturation des graines de café et donc sa qualité. La culture de café nécessite par conséquent davantage de soins mais les agriculteurs et agricultrices doivent déjà investir une grande partie de leur temps à trouver de l'eau.



« Si nous ne mettons pas beaucoup d'efforts dans la question environnementale, les gens seront confrontés à plus de glissements de terrain, à l'érosion des sols, à des inondations dans l'avenir... Ce sera particulièrement difficile pour les agriculteurs. Ils ne pourront pas pratiquer l'agriculture et devront déménager ailleurs pour trouver du travail. La nourriture sera moins disponible dans cette région, tant au niveau des cultures que de l'élevage (vaches, moutons, etc.). »

Yorkonia Tumwijeho, responsable d'ACPCU

ACPCU
Ouganda
Café robusta et arabica de grande qualité
Actif depuis 2006 et collabore avec Oxfam depuis sa création
Coopérative de plus de 9.400 personnes
Exporte plus de 200 containers par an



Moyens mis en œuvre pour y faire face

ACPCU cherche à s'adapter à tous ces changements tout en respectant son environnement. Par exemple, elle a mis en place un plan d'action en replantant des arbres pour éviter l'érosion du sol, en paillant ceux-ci pour booster leur fertilité, en construisant des composts ou en faisant la promotion des poêles au biogaz pour éviter la déforestation. La coopérative encourage aussi les gens à replanter des arbres et à ne plus les couper pour leur consommation personnelle. En effet, la population locale ne cesse de croître, et chaque famille coupe, en moyenne, un arbre par semaine pour sa propre consommation. Ce qui signifie que sur une population de 1000 foyers, 1000 arbres sont coupés tous les 7 jours. Il est nécessaire de se concentrer sur la sensibilisation des populations locales et leur apporter d'autres solutions.

Face aux problèmes de manque d'eau, ACPCU systématiser les analyses de sol (pour optimiser

l'irrigation) et développe des systèmes de collecte d'eau de pluie ou encore des systèmes d'irrigation performants. Enfin, elle forme ses agriculteurs et agricultrices à la « couverture de sol » pour retenir l'eau.

Comment le commerce équitable soutient l'activité d'ACPCU?

Grâce à la prime du commerce équitable, ACPCU a pu proposer, en plus des diverses formations à ses membres comme décrites ci-dessus, des services aux communautés locales. ACPCU attribue également des bourses à des enfants défavorisés, finance la construction de ponts, d'écoles ou d'églises. Le but est de rendre la culture du café plus attrayante pour les jeunes et ainsi de lutter contre l'exode rural. Les problèmes liés aux dérèglements climatiques ne font que croître. ACPCU cherche continuellement à trouver des solutions aux problèmes rencontrés et des alternatives éco-durables. ■



Lutter contre la déforestation en payant mieux les agriculteurs/rices

Une étude publiée dans la revue Science en 2017 a prouvé qu'une des mesures les plus efficaces contre la déforestation en Ouganda était d'augmenter les revenus des paysan·ne·s. On sait que dans ce pays, les populations utilisent le bois des forêts comme combustibles. Vu que les montants versés sont assez faibles, payer les agriculteurs/rices ougandais·es pour préserver et planter des arbres a été estimé de dix à cinquante fois plus avantageux que de nombreux programmes publics d'économie d'énergie aux États-Unis. Au final, c'est un principe similaire qu'applique le commerce équitable.

INTERVIEW

Isabelle Durant : « Pour répondre aux slogans réducteurs, il faut éduquer les gens à la complexité ».

- Propos recueillis par Roland d'Hoop -

Afin de mieux comprendre les liens entre commerce international et climat, nous avons rencontré Isabelle Durant dans son appartement schaarbeekois. L'ancienne co-présidente d'Ecolo, ex-ministre du transport et ex vice-présidente du Parlement européen, est aujourd'hui Présidente de la CNUCED. Derrière ces initiales se cache la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, c'est-à-dire l'organisation de l'ONU qui a pour mission de porter la voix des pays en voie de développement en matière commerciale.



« La quête » d'Isabelle Durant ? Faire coexister ces deux visages dans son travail et passer sans cesse du local au global et inversement.

Avec la crise climatique, beaucoup de personnes aujourd'hui remettent en cause la mondialisation et prônent le retour au local. Que pensez-vous de cette tendance ?

Isabelle Durant : C'est vrai que cette tendance est très présente dans les pays développés. Cela a souvent du sens en terme environnemental et par rapport aux revenus des producteurs. Mais par ailleurs, je trouve que c'est parfois un peu facile pour des pays riches de se « racrapoter » sur des circuits courts alors que tout ce qu'ils ont gagné comme confort, comme pouvoir d'achat, ils l'ont eu grâce à une mondialisation complètement dérégulée. C'est un peu comme si on tirait l'échelle une fois qu'on est arrivé en haut. À côté des circuits courts, il faut continuer de soutenir la capacité des pays pauvres à commercer avec nous dans les meilleures conditions possibles. En continuant à leur accorder des préférences commerciales mais aussi en ne leur imposant pas des conditions inatteignables ou juste atteignables par les grandes compagnies.

ON NE PEUT PAS FAIRE DU LOCAL EN PERDANT DE VUE LE GLOBAL

Quand on lui demande de choisir un objet qui la représente, elle et son parcours, elle choisit un vélo en fil de fer fabriqué par un enfant du Congo. Cet objet symbolise pour elle deux visages indissociables de notre monde : celui de la lutte climatique, avec le vélo représentant la mobilité douce (fabriqué de plus à partir de produits recyclés) ; mais aussi le visage de la lutte sociale, celui de la débrouille dans laquelle des personnes très vulnérables, dont beaucoup de jeunes et d'enfants, tentent de survivre dans les pays en développement.

Compte tenu de l'urgence climatique, ne faut-il quand même pas complètement changer notre approche du commerce ?

Je pense que tout le monde est conscient que ce système doit être réformé. Mais comment ?

La tendance globale est d'aller vers du commerce plus régional. L'Afrique a décidé de créer une zone de libre-échange continentale, une sorte de marché unique comme l'Union Européenne. L'idée est de vendre en priorité aux pays voisins et pas seulement à l'Europe. Aujourd'hui, satisfaire aux exigences de l'UE est très difficile, donc ça a aussi plus de sens.

Cette tendance à la régionalisation est intéressante mais elle ne doit pas entraîner une régionalisation du dialogue multilatéral, avec le risque de voir disparaître le principe « un pays, une voix » qui permet un meilleur équilibre entre les grandes puissances et les petits pays.

N'y a-t-il pas un risque de voir ce retour vers le local devenir du protectionnisme et alimenter de nouveaux conflits ?

Oui, il faut faire la différence entre protection et protectionnisme. La protection est importante pour protéger des biens communs comme l'eau, l'air, la biodiversité... Pour ces biens communs, il faut évidemment renforcer une protection globale, partout dans le monde. Ce n'est pas non plus anormal que des pays veuillent protéger leurs petits producteurs. Mais cette tendance ne peut pas devenir majoritaire. Il faut permettre à la jeunesse des pays moins riches de vivre mieux, on ne peut pas imaginer un monde où la moitié de la planète n'aurait pas accès à un peu plus de prospérité. On voit bien d'ailleurs qu'on n'arrive pas à empêcher les gens de migrer, malgré toutes les barrières qu'on érige un peu partout.

On ne peut pas faire du local en perdant de vue le global ! Il faut réaffirmer ce principe face à cette tendance de repli sur soi que l'on observe en politique ou même dans le monde associatif. On se replie sur ce que l'on connaît parce que l'on a peur du reste. Je pense que cette attitude n'est pas assez courageuse.

IL FAUT ÉDUCER LES GENS À LA COMPLEXITÉ, POUR POUVOIR RÉPONDRE À DES SLOGANS RÉDUCTEURS

Quels seraient alors les outils à mettre en place au niveau global pour que le commerce respecte davantage le climat ?

Il y a d'une part les accords commerciaux de libre-échange entre les régions du monde. Ces accords ne sont pas très satisfaisants. Même s'ils contiennent souvent un chapitre sur le climat ou sur les droits humains ... ces chapitres sont en général beaucoup moins contrôlés que les chapitres strictement économiques. Une autre approche plus transversale serait d'imposer des normes sur la qualité des produits avec par exemple une taxe CO₂. Mais ce type de mesure est très compliquée à mettre en œuvre : soit on taxe davantage certains secteurs très polluants comme l'acier, soit on le fait par produits. Mais il est impossible de mesurer l'empreinte CO₂ de chaque produit.

Les pays les moins développés sont aussi les moins émetteurs de CO₂. On ne peut leur demander de s'adapter à toutes les exigences des pays riches en matière climatique alors qu'ils ont une responsabilité beaucoup moins grande. Comment faire alors, puisqu'on ne peut pas non plus arrêter le commerce mondial ? On l'a bien vu avec la crise du covid, l'arrêt de ce commerce a des effets dévastateurs pour les pays les plus pauvres.

Il faudra trouver de nouveaux outils pour que le commerce international puisse continuer tout en respectant le climat... L'idée des « green bonds » est intéressante par exemple. Cela consiste à conditionner l'annulation de dettes des pays pauvres envers les pays riches à des projets d'adaptation aux changements climatiques. Aujourd'hui, pour tous les pays des zones subtropicales, c'est maintenant qu'il faut s'adapter. Il y a des sécheresses, des inondations, l'augmentation du niveau de la mer ou son acidification. Ils ont donc besoin de moyens tout de suite, pour pouvoir adapter leur

IL FAUT FAIRE LA DIFFÉRENCE ENTRE PROTECTION ET PROTECTIONNISME.

IL FAUT DÉVELOPPER TOUTE UNE GAMME D'OUTILS, PLUTÔT QU'UNE SOLUTION MIRACULEUSE COMME LA TAXE CO₂ POUR TOUT LE MONDE OU, PIRE ENCORE, LE REPLI DU CHACUN POUR SOI.

LE COMMERCE ÉQUITABLE PERMET À LA FOIS DE GARANTIR UN REVENU DÉCENT ET UNE PRODUCTION DE QUALITÉ, POUR RÉPONDRE À DES STANDARDS ÉCOLOGIQUES DANS DES FORMES COOPÉRATIVES.

commerce au climat et pas seulement adapter le climat au commerce. Il faut donc développer toute une gamme d'outils, plutôt qu'une solution miraculeuse comme la taxe CO₂ pour tout le monde ou, pire encore, le repli du chacun pour soi.

Face à toute cette complexité, quel est votre sentiment ? Vous avez confiance ?

Vous avez peur ?

Je n'ai pas peur. Mais il faut éduquer les gens à la complexité, pour pouvoir répondre à des slogans réducteurs. Ce n'est jamais « blanc ou noir », cela ne doit pas être « les circuits courts » OU la globalisation, ni les « bons européens démocrates » et les autres qui n'y arrivent pas.

Le commerce doit être un instrument qui s'adapte aux situations particulières. Même le commerce Sud-Sud, qui apparaît comme quelque chose de sympathique, n'est pas si simple. Sud-Sud, c'est aussi la Chine qui s'implante partout en Afrique, avec certains pays africains qui se sont très endettés, qui vont devoir rembourser pendant plus de 40 ans des sommes astronomiques à la Chine. Certains ont accepté de céder leurs ports ou leur souveraineté sur différents domaines stratégiques. Le commerce est donc une affaire complexe, on ne peut pas le traiter avec des slogans simplistes.

Il faut travailler par les deux bouts, sur le terrain et par le multilatéralisme avec l'OMC... Ce n'est pas l'un sans l'autre. C'est ça qui est passionnant, c'est de passer de l'un à l'autre : ne pas être que sur l'image macro, les grandes tendances ou à l'inverse que sur les petits projets qui ne concernent qu'une communauté.

Si on regarde le début de la mondialisation, la route de la soie... Cela a aussi permis de rapprocher les cultures. Est-ce que c'est toujours ça le commerce international ?

Ça peut être ça. Le problème, c'est que le passage par le digital appauvrit ce contact. Mais le digital permet aussi à des producteurs de se rapprocher des consommateurs. L'échange devient différent. L'échange de produits et de ce que représentent ces produits, les voyages, les réseaux, tout cela donne une ouverture sur le monde. Dès qu'on va à la rencontre, on change son point de vue. Aller vers les circuits courts, pas seulement près de chez nous mais aussi ailleurs, ça permet de comprendre beaucoup de choses. En ce sens, heureusement qu'Oxfam est là pour proposer à ses consommateurs les histoires des producteurs derrière les produits.

Le commerce équitable pourrait-il être un modèle à généraliser ?

Très clairement, le commerce équitable permet à la fois de garantir un revenu décent et une production de qualité, pour répondre à des standards écologiques dans des formes coopératives. Ce modèle permet aux petits producteurs isolés de se regrouper et d'avoir plus de possibilités d'accéder aux chaînes de valeur. Les formules coopératives ont trop souvent été considérées comme une « niche sympathique pour gentils idéalistes ». Je pense que la crise du Covid éclaire davantage leurs avantages. Ce n'est évidemment pas le seul modèle, mais c'est un modèle à encourager dans cette période « post covid ». Il faut de la diversité dans les approches, mais le fair trade a certainement beaucoup d'avenir. ■

CORR-the jute works

- Pauline Grégoire -

Les activités de l'organisation ont démarré afin d'améliorer les conditions de vie des femmes victimes de la guerre et vivant le plus souvent dans des zones rurales défavorisées. Dans le nord, la partie la plus rurale du Bangladesh, les artisanes sont majoritairement des personnes autochtones. Au sud, les artisanes présentes sur place sont en première ligne de l'impact des changements climatiques. Le reste des coopératives d'artisanat se trouvent au centre du pays (40%).

Impacts du changement climatique sur l'activité de Corr-The Jute Works (CJW)

Au Bangladesh, l'impact du changement climatique se ressent depuis déjà deux décennies. Selon Milton Suranjit Ratna, responsable du développement du commerce équitable chez CJW, d'ici 25 à 30 ans la moitié du pays sera soit salinisée soit submergée. Avec la montée des eaux, les inondations deviennent de plus en plus fréquentes, mettant en péril les zones agricoles. Les changements climatiques ont ainsi un impact direct sur l'agriculture du pays, dont dépend 70% de la population. Sans elle, les habitant-e-s des côtes deviendront des réfugié-e-s

climatiques, ce qui risque de causer une « très grande crise » au Bangladesh, selon Milton.

Le changement climatique impacte aussi directement les activités de CJW. D'abord le produit de base, la jute, qui représente 55% de la production totale de l'organisation, devient rare et de moins bonne qualité (couleur ternie), puisqu'elle a besoin d'une certaine qualité d'irrigation et de climat pour prospérer. Ensuite sur l'emploi des personnes qui travaillent dans le secteur : moins de récolte signifie moins de travail. Du coup, on assiste à des déplacements de populations qui cherchent un autre emploi vers le centre du pays.



JUTE WORKS

Bangladesh

paniers et sacs en jute, herbes marines et hogla, objets en terre cuite

Actif depuis 1973 et collabore avec Oxfam depuis 1980

Coopérative de 6.500 personnes (98% de femmes)

212 groupes de productrices, la plupart étant organisées en coopératives



« Nous devons prendre soin de notre planète, car c'est la seule que nous avons. Et sur cette planète, nous avons assez de ressources pour nos besoins, mais pas assez si nous continuons de surconsommer. Nous devons donc être responsables de notre consommation, réfléchir à deux fois avant d'acheter un produit et l'utiliser à bon escient. »

Milton Suranjit Ratna, responsable du commerce équitable chez CJW

Moyens mis en œuvre pour y faire face

Pour maintenir un emploi local et la survie de l'économie, CJW développe des produits basés sur d'autres types de cultures, plus résistantes au sel (comme le hogla et les herbes marines). Le hogla représente maintenant 40% de la production dans les coopératives du Sud du pays. Les artisanes sont donc formées à tresser d'autres matières que la jute.

En soutien des conditions de vie, CJW forme aussi la population locale à récolter l'eau de pluie, car beaucoup n'ont pas les moyens d'acheter de l'eau potable.

A l'échelle plus globale, l'organisation a aussi mis en place un projet de reforestation, dite « ceinture verte », afin de protéger les populations des côtes des cyclones, de plus en plus fréquents. Pour chaque arbre coupé, quatre arbres doivent être plantés. Depuis le début du projet (années 80), 3,5 millions d'arbres ont été plantés.

L'impact environnemental des activités de CJW est plutôt positif, puisque la jute se cultive sans pesticides et sans produits chimiques. L'impact environnemental le plus fort réside dans le transport de la marchandise au Bangladesh, sur lequel l'organisation travaille, en essayant d'optimiser tous ses moyens de transports avant que la marchandise n'arrive au port.



Comment le commerce équitable soutient l'activité de CJW

Le commerce équitable a notamment permis à CJW de pouvoir rencontrer et échanger avec d'autres organisations de commerce équitable en Inde et ailleurs, et de développer de nouvelles techniques de recyclage et d'emballage. Milton insiste sur le fait que dans le monde du commerce équitable "nous nous considérons comme partenaires, et non pas comme des concurrents".

Les acheteurs/euses ou organisations de commerce équitable devraient, selon Milton, s'engager encore plus dans les projets locaux d'adaptation au changement climatique qui existent déjà. ■

Le changement climatique a également un impact sur la violence envers les femmes

Dans la zone côtière du Bangladesh, de plus en plus de personnes sont forcées de migrer à cause du changement climatique et de la disparition de terres cultivables. Cela concerne surtout les femmes, qui sont très actives dans l'agriculture. Dans les zones frontalières du Sud, ces migrations provoquent des rapt de femmes, devenues plus vulnérables en raison de l'absence de source de revenus.

CJW protège ces femmes du trafic d'être humains en leur permettant de rester sur leurs terres et de trouver un revenu stable.

INTERVIEW

Grands-Parents pour le Climat Francis Panichelli : « *Tant qu'on ne change pas le cœur du modèle néolibéral, on n'y arrivera pas* »

- Propos recueillis par Roland d'Hoop -

Économiste de formation, Francis Panichelli a travaillé pendant vingt ans pour une grande banque. Mais il s'est beaucoup soigné entretemps, comme il le dit en souriant. Aujourd'hui pensionné mais toujours professionnellement actif, il s'implique dans l'association des Grands-Parents pour le Climat, aux côtés des jeunes de « Youth for Climate », avec qui il travaille de manière étroite. Dans un monde qui évolue à toute vitesse, nous lui avons demandé comment il voit l'avenir de l'économie, et du commerce en particulier, au regard de la question climatique.

Quelles sont les leçons sur le plan économique que nous devrions tirer de la crise du covid puis des inondations ?

Ces deux crises sont clairement liées au dérèglement climatique. On ne peut pas continuer à vivre de la même manière, il va sans doute falloir vivre plus sobrement. Sur le plan économique, nous devons faire preuve de bon sens. Cela n'a par exemple aucun sens de manger des fraises en hiver ou de continuer à exporter dans le monde entier des frites surgelées depuis la Belgique, comme c'est le cas aujourd'hui. Le bilan carbone est injustifiable. Idem pour l'e-commerce. En France, cela représente un milliard de livraisons par an, soit 3 millions par jour. En période de fin d'année, ça monte à 8 millions par jour. Cela a un impact sur le climat et en plus ça tue le commerce local.

On sait que ce sont les pays du Sud qui sont les plus touchés par le changement climatique alors qu'ils en sont les moins responsables.

Ne risque-t-on pas d'abandonner ces pays en relocalisant l'économie ?

C'est assez complexe mais moins de commerce international peut également être bénéfique pour ces pays. Par exemple, si on arrête de leur envoyer nos surplus alimentaires à bas prix, cela supprimera de

fait une concurrence déloyale pour leurs producteurs locaux. Dans l'autre sens, si le Traité UE-Mercosur devait voir le jour, cela signifierait une augmentation d'exportation de viande de ces pays vers l'UE de 50 000 tonnes, ce qui représenterait un désastre écologique tant pour ces pays que pour nous.

Faut-il pour autant supprimer tout commerce international, y compris pour des produits comme le café, le riz ou le chocolat ?

Non bien-sûr, il faut garder ce qui est raisonnable mais il faut veiller à ce que ces producteurs soient payés décemment. Moi je suis prêt à payer mon chocolat plus cher si je sais que ceux qui produisent le cacao peuvent en vivre décemment. Mais il faut aussi vérifier les impacts environnementaux, pour lesquels il n'y a pas de sanctions prévues au niveau international actuellement. Il faudrait qu'une autorité internationale comme l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) puisse avoir ces compétences, qu'elle n'a pas aujourd'hui.

Faut-il impliquer les multinationales dans la transition écologique et sont-elles capables d'évoluer en ce sens ?

Il ne faut pas se faire d'illusions... Tant qu'il n'y a pas d'autorité internationale qui impose des



règles plus strictes, les multinationales ne vont pas changer. Les États doivent se mettre d'accord entre eux pour taxer davantage les multinationales, comme cela a été récemment décidé par le G20. Il faut espérer que la nouvelle administration Biden aux USA mette vraiment fin à 40 ans de néolibéralisme, ce qu'elle a commencé à faire. Il est grand temps de redonner aux États plus de pouvoir régulateur en matière économique, comme c'était le cas dans la période des « trente glorieuses ».

Pensez-vous qu'on peut aussi mobiliser plus de monde en faveur de la transition écologique ? Vous êtes optimiste pour l'avenir ?

J'aime cette pensée de Gramsci qui dit en substance « je suis pessimiste par l'intelligence mais optimiste par la volonté ». J'admire beaucoup le mouvement des Jeunes pour le Climat : c'est

grâce à eux que beaucoup de gens changent d'avis et d'habitudes et que les politiques

commencent à bouger. Mais il faut aussi toujours prendre en compte les inégalités sociales, c'est pourquoi nous travaillons aussi avec le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté. Par exemple, on ne peut pas instaurer

une taxe carbone sans mesures d'accompagnement pour les plus démunis.

C'est ce que nous avons dit aux six ministres fédéraux que nous avons pu rencontrer avec nos homologues flamands, les « Grootouders voor het Klimaat ». Les mesures prises sont encore loin d'être suffisantes car on n'a pas touché au cœur du système néolibéral qui fait de la maximisation du profit le seul moteur de l'économie. Il faut que l'État retrouve un rôle de régulateur, sans quoi on n'arrivera pas à changer le cours des choses. ■

IL FAUT QUE L'ÉTAT RETROUVE UN RÔLE DE RÉGULATEUR, SANS QUOI ON N'ARRIVERA PAS À CHANGER LE COURS DES CHOSSES

La seconde main, aussi un engagement pour le climat

- Propos recueillis par Anabelle Delonnette -

L'industrie de la mode représente à elle seule près de 10% des émissions de gaz à effet de serre sur la planète. 70% de ces émissions sont imputables à la confection et production, et 30% à la commercialisation.

Sur le plan environnemental, la mode de seconde main constitue une alternative crédible pour réduire nos émissions de CO₂ (à condition de ne pas consommer de manière excessive, cela va de soi). Elle permet, entre autres, aux vêtements produits d'être réinsérés dans un circuit économique, plutôt que de terminer dans nos poubelles. Au niveau social, la collecte, le tri, la revente, le raccommodage, la réparation et la réutilisation pour d'autres usages (isolants, chiffons industriels,

etc.) et l'upcycling génèrent des emplois, développent ou maintiennent des compétences, tout en rendant la mode accessible au plus grand nombre. En 2020, les entreprises sociales et circulaires membres de la fédération Ressources occupent 7.803 personnes (contrats temps plein, insertion professionnelle et volontariat). Il est donc urgent de consommer moins ET mieux. Et ce ne sont pas les vêtements qui dorment dans nos armoires qui nous diront le contraire !

INTERVIEW



Muriel, « enthousiaste, engagée pour contribuer même modestement à changer les choses » est bénévole dans l'équipe du magasin du monde Oxfam d'Andenne. Elle nous partage ses motivations en faveur de la seconde main.

Pourquoi selon toi est-il important d'acheter en seconde main ?

Pour éviter le gaspillage et la surproduction. A l'heure actuelle, de nombreuses personnes, suivent les effets de mode, changent très souvent de vêtements, de chaussures et autres accessoires. C'est vrai aussi pour les voitures, ordinateurs, TV, smartphones... Ces articles sont encore en bon état voire en très bon état et peuvent rencontrer les besoins ou les envies d'autres personnes. La fabrication des vêtements est fort polluante notamment à cause des matières premières, utilise des ressources naturelles comme l'eau, la terre pour la culture du coton, avec parfois un accaparement des terres dans des régions pauvres, ou encore

Pourquoi est-il important de donner en seconde main ?

D'une part, pour les raisons que j'ai exposées et d'autre part pour permettre l'accès à des produits généralement de qualité à des personnes précarisées ou à faible revenu. Une population qui ne cesse, malheureusement, de croître.

Comment portes-tu « ta fibre écologique » auprès de la clientèle et au-delà ?

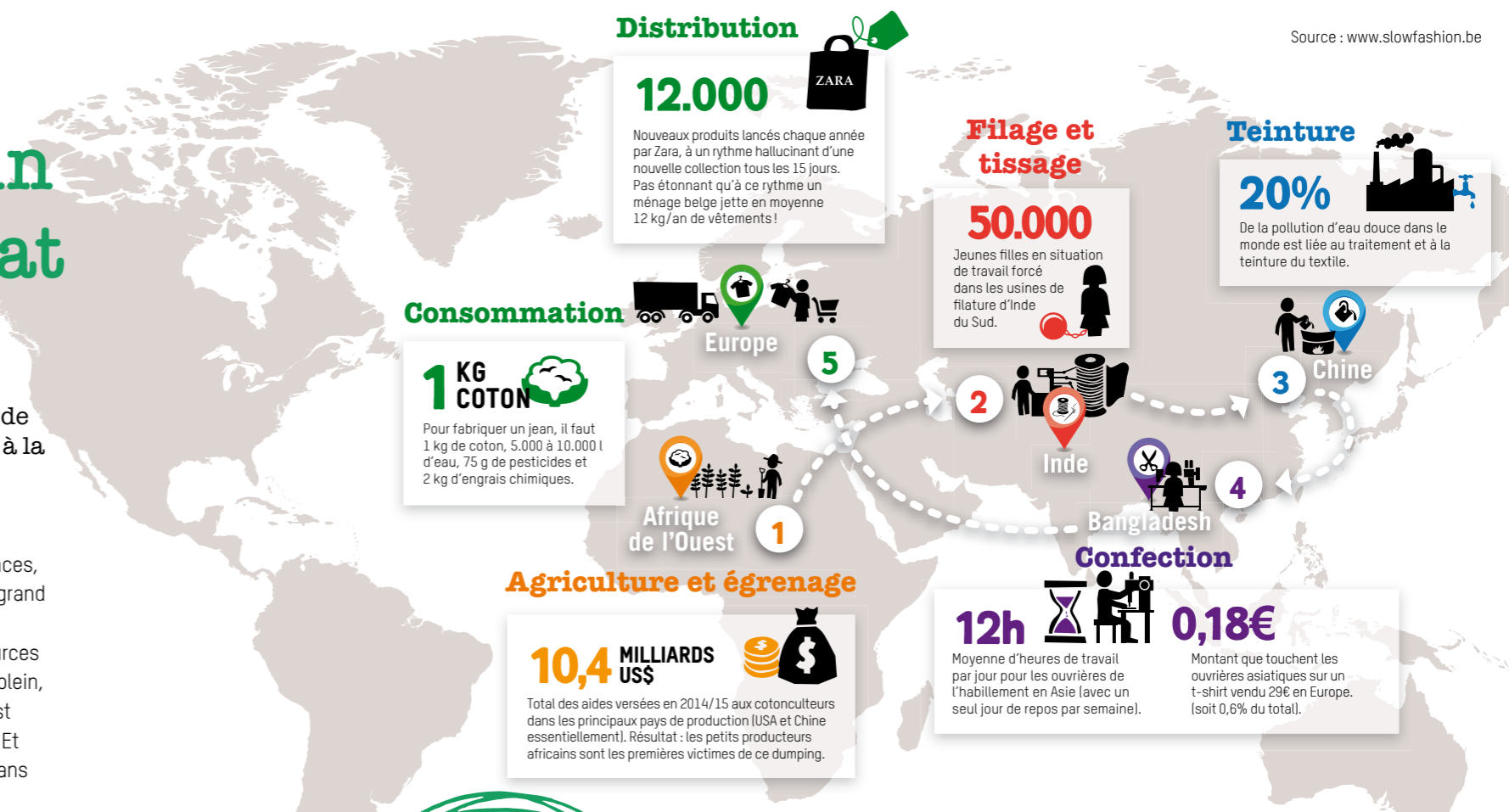
À la clientèle qui s'excuse parfois d'acheter des vêtements de seconde main, alors qu'elle n'a pas de problème d'argent, j'explique les impacts environnementaux de l'industrie textile. Je discute également avec celles et ceux qui abordent le sujet de la surconsommation ou de la problématique des vêtements fabriqués à

Pour aller plus loin :
Impact environnemental du secteur textile : le dernier clou dans le cercueil ?
Décembre 2019. Analyse Oxfam-Magasin du monde.

l'autre bout du monde dans des conditions de travail et de revenu indignes. Ou encore à celles et ceux qui "rapportent" des vêtements (achetés au magasin et qu'ils ou elles ne mettent plus) afin qu'ils trouvent à nouveau un-e propriétaire.

Qu'est-ce qui doit être prioritaire pour lutter contre le gaspillage vestimentaire ?

De façon générale, relancer les campagnes d'information : donner une meilleure image de la seconde main, inciter la population à la réflexion sur son mode de consommation et sur ce que ses choix impliquent. Éduquer les jeunes, éveiller leur esprit critique face aux nombreuses sources de tentations : pubs, influenceurs sur les réseaux sociaux, diktats de la mode...



La seconde main, un outil essentiel pour lutter contre le réchauffement climatique

Pour rester sous les 1,5°C de réchauffement global et respecter l'Accord de Paris, on doit réduire de 55% les émissions de gaz à effet de serre mondiales d'ici 2030. Cela signifie une baisse considérable des émissions au niveau individuel : de 12 à 6 tonnes de CO₂ par personne et par an en moyenne en Belgique d'ici 2030. L'achat en seconde main, pas seulement de vêtements, peut avoir un réel impact : il peut éviter l'émission de 200 kg de CO₂ par personne et par an.

La seconde main, ce n'est pas que des magasins !

C'est aussi le tiroir rempli de fringues de sport vintage de mon tonton Jonath, les fringues devenues trop petites mais toujours top de ma cousine Mado, la troc party organisée avec des collègues du boulot... Un dernier conseil de Muriel : « Regardez si ce que vous cherchez existe en seconde main ».



Privilégiez les magasins de seconde main avec le label Solid'R, qui s'inscrivent dans l'économie sociale et sont contrôlés par un organisme indépendant. res-sources.be

Rendre son école plus durable...

- Simon Laffineur -

Soyons clairs, l'idée de rendre les écoles plus durables n'est pas neuve. L'asbl COREN propose depuis plus de 20 ans aux écoles de se mettre en démarche de labellisation, et par là, d'agir pour l'environnement de manière très concrète, tout en couplant cette démarche avec une dimension pédagogique et participative. Il en va de même pour le projet des JM-Oxfam qui entend constituer une équipe d'élèves dans les écoles qui interpelle leur direction, les enseignant·es et les autres élèves, sur l'impact écologique et social de notre consommation.



Mais ces dernières années, avec la visibilité toujours grandissante de l'urgence climatique et de l'extermination de la biodiversité, avec les marches et grèves climatiques des jeunes initiées par Greta Thunberg, des écoteams, écodélégué·e·s, cellules vertes et autres groupes d'élèves et d'enseignant·e·s ont poussé comme des champignons.

Des champignons bien décidés à agir sur l'école en tant qu'institution pour tenter de la rendre plus durable et d'inscrire ce tournant dans l'ADN même de l'école. L'ambition va souvent en effet plus loin qu'organiser une simple après-midi de sensibilisation sur le tri des déchets. On veut du changement véritable et pérenne.

L'asbl COREN propose aux élèves et adultes de mettre leur école au défi de travailler directement sur les problèmes environnementaux et sociaux qui les entourent. Un label "Ecole durable" en Wallonie, un autre label "Eco-Schools" à Bruxelles existent (avec de légères différences).

La démarche consiste à mettre en place des groupes de travail avec des enseignant·e·s, la direction et des élèves volontaires. Il peut s'agir d'un nouveau groupe constitué pour l'occasion ou d'un JM-Oxfam, d'une écoteam déjà existante, un groupe Amnesty, un groupe Unesco, etc. C'est aussi l'occasion de collaborer et d'agir aussi bien sur le social que l'environnemental. Car on l'oublie souvent mais le développement durable n'est pas qu'une question d'environnement.

Le label mobilise l'ensemble de l'école dans une démarche collective visant à faire évoluer l'établissement et la société vers plus de durabilité en préservant les ressources naturelles et en améliorant le bien-être. ►►



▲ Le label eco-school est reconnu internationalement. Ici, une école d'Afrique du Sud.

►► Le développement durable c'est tout ça : la lutte contre le changement climatique, pour les droits humains, la gestion et la prévention des déchets, l'alimentation durable, la santé, la mobilité, la biodiversité, le cadre de vie, le vivre ensemble, la solidarité, etc.

L'asbl COREN accompagne à chaque étape. Une fois le label obtenu, il est valable pour une durée de 2 ans renouvelable. Chaque année, on recommence le cycle pour tenter d'amener son école toujours un peu plus loin, c'est un processus qui se veut continu.

Outre l'accompagnement de l'asbl COREN, le groupe qui se lance dans l'aventure peut aussi se chercher des partenaires qui l'aidera à la mise en œuvre de son projet : des associations, des ONGs, la commune, les comités de quartier, etc.

Rien de tel également que de participer à des événements pour se rencontrer entre écoles comme le Forum des Ecoles en développement durable en Wallonie, ou le Bubble Festival à Bruxelles. Chaque école a l'occasion de présenter ses réalisations sur un stand, idéal pour faire le plein de bonnes idées. ■

Pour le primaire

La campagne « Ose le vert, recrée ta cour » propose des bourses aux écoles fondamentales qui veulent amener plus de biodiversité, de contact des enfants avec la nature et de convivialité dans les espaces extérieurs de votre école.

www.oselevert.be



▲ Des élèves de l'école communale de Barvaux plantent une forêt dans le fond de leur cour.

Des écoles qui se bougent !

- L'Institut Horticole de Gembloux a décidé de recréer une parcelle de forêt primaire (originelle) en vingt ans grâce à la méthode Miyawaki. urban-forests.com
- Une classe DASPA de l'institut Saint-Anne à Florenville a créé un potager. Certains légumes seront récoltés pendant l'été à destination d'un centre Fedasil, et d'autres en septembre pour leur consommation à l'institut.
- Des élèves du second degré de l'enseignement technique d'Asty-Moulin se sont lancés dans un projet de Repair Café qui a lieu 4 ou 5 fois par an à destination des riverains.

D'autres projets d'écoles plus durables sur : ecoledurable.be/projets

TENTEZ L'AVENTURE !

INSCRIVEZ-VOUS

FORMEZ VOTRE COMITÉ DURABLE ET ECOTEAM



Envie d'en savoir plus ?

www.coren.be

www.ecoschools.be

Pour aller plus loin

Lors de chaque campagne, nous essayons de sensibiliser le grand public à travers des films, des expos, des pièces de théâtre... Voici quelques outils/idées d'action que nous vous proposons pour nous aider à faire passer le message.

FILMS



"Animal" de Cyril Dion
A travers l'itinéraire de deux adolescents de 16 ans engagés pour la défense de la planète,

le film explique pourquoi la défense de la biodiversité est essentielle si nous voulons préserver la terre et tout ce qui y vit.



"Bigger than us" de Flore Vasseur
Le film suit des jeunes activistes entre 18 et 25 ans à travers le monde. Ils ont changé des lois,

bâti des écoles, mobilisé des femmes, des hommes et des enfants par milliers.

Ces deux films seront présentés un peu partout en Belgique francophone et seront suivis de propositions d'actions concrètes, en partenariat avec l'association Rizhome.

Plus d'infos

www.omdm.be

SÉRIES ET VIDÉOS

Web série 'Next' de Clément Montfort
www.NEXT-LaSerie.fr

Chaîne Youtube "Avant l'orage"

youtu.be/1Mw5ADaHyFo

THÉÂTRE



"Le procès du commerce équitable" par le Skarab Théâtre
Cette pièce de théâtre de 45 min présente

3 chefs d'accusation contre le commerce équitable. Après avoir entendu les arguments de la défense et de l'accusation, le public est invité à délibérer à la fin de la pièce pour formuler ses recommandations.



"Le commerce équitable, c'est quoi cette arnaque?" par la Cie Alvéole
À qui profite le commerce équitable ? Quel

est le bilan écologique des produits équitables ? Pourquoi sont-ils plus chers ? Découvrez-le lors de cette pièce de théâtre pleine d'humour.

Ces deux pièces seront présentées un peu partout en Belgique francophone.

Plus d'infos

www.omdm.be



"La bombe humaine", de Eline Schumacher et Vincent Hennebicq, Théâtre National
Une pièce de

théâtre ancrée sur l'anthropocène mais qui évite avec humour tout écueil moralisateur ou manichéen.

ROMANS ET ESSAIS



Entropia, la vie au-delà de la civilisation industrielle de Samuel Alexander
Ce roman d'anticipation imagine un futur

proche. Dans les années 2030, la civilisation industrielle s'effondre ; une communauté insulaire du Pacifique Sud se retrouve alors définitivement isolée du reste du monde. Sans autre choix que de construire une économie autarcique avec des sources d'énergie très limitées, cette communauté se lance dans la création d'un mode de vie plus simple qui pourra s'épanouir jusque dans un lointain avenir.

Éd. Libre&Solidaire, 2017.



Une écologie décoloniale, de Malcolm Ferdinand
On ne peut séparer la question écologique des questions coloniales. À partir

de l'exemple des Caraïbes, Malcolm Ferdinand démontre que l'écologie s'est construite sur l'occultation des fondations coloniales, patriarcales et esclavagistes de la modernité. Un livre essentiel pour relier les enjeux écologiques à la quête d'un monde au sortir de l'esclavage et de la colonisation.

Éd. du Seuil, 2019.

Utopies réalistes de Rutger Bergman.

Comment construire un monde idéal aujourd'hui



et ne pas désespérer? Ce livre présente quelques solutions et nous rappelle que tout progrès de la civilisation – des débuts de la démocratie à la fin de l'esclavage – fut d'abord considéré comme un fantôme de doux rêveurs.

Éd. du Seuil, 2017



La théorie du donut, de Kate Raworth
La façon dont nous pensons et enseignons l'économie depuis le XIXe siècle est périmée! Revisitant

les principaux concepts de l'économie en y introduisant les dimensions sociale et environnementale, Kate Raworth nous propose une nouvelle vision de l'économie, plus juste et plus durable, qui doit permettre de relever les défis du XXIe siècle.

Éd. du Plon, 2018



Résistons ensemble, pour que renaissent les jours heureux
Livre gratuit disponible en ligne. Cet ouvrage collectif écrit par une quarantaine de

personnalités françaises répond à des questions essentielles : « Quelles activités doit-on développer, créer ou relocaliser ? Quels moyens pour former à de nouveaux comportements ? »

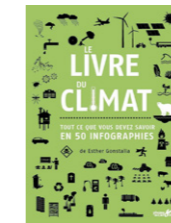
massot.com



Drawdown, comment inverser le cours du réchauffement planétaire, de Paul Hawken
L'anglais « Drawdown » signifie abaissement

ou déclin et fait ici référence au moment où la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère commencera à décliner sur une base annuelle. Initié en 2017 par le scientifique américain Paul Hawken,

le Projet Drawdown hiérarchise une centaine de solutions pour diminuer les émissions et ce en chiffrant notamment leur coût. La liste, qui comprend uniquement des solutions existantes et viables technologiquement (ex. éoliennes offshore, lutte contre le gaspillage alimentaire), a été compilée par plus de 200 chercheurs, scientifiques, décideurs, chefs d'entreprise et militants.



Le livre du climat
La crise climatique est devenue un problème mondial que personne ne peut plus ignorer. Ce livre explique

tout cela clairement en 50 infographies faciles à comprendre. Un livre de base pour les citoyens intéressés, les élèves et les étudiants, les politiciens et tous les jeunes militants
En vente chez Oxfam-Magasins du monde.



L'âge des Low Tech, de Philippe Bihouix
Ce livre démontre la fausseté des promesses basées sur l'innovation, le « high tech » et les

technologies « vertes » (ex. réseaux intelligents, nanotechnologies, imprimantes 3D). Il propose, pour sortir de l'impasse, de prendre le contre-pied de la course en avant technologique pour se tourner vers les « low tech ». Il ne s'agit pas de « revenir à la bougie », mais de conserver un niveau de « confort » et de civilisation agréables tout en évitant les chocs de pénuries généralisées. Une société soutenable, fondée sur les basses technologies, mobilisera fortement les savoirs, l'innovation et la recherche, mais orientés par des finalités différentes d'aujourd'hui.

EXPOSITIONS :

Du commerce équitable à l'économie du donut »

L'expo fait le lien entre la crise du Covid-19, la nécessaire transition écologique et sociale et le commerce équitable. Elle s'adresse à un public dès 15 ans mais convient aussi pour les adultes. Présentation et réservation outilsoxfam.be/produits/261

BELEXPO

une expo ludique et interactive sur le climat et les villes de demain, qui s'adresse aux jeunes de 10 à 14 ans... et aux plus grands.
www.belexpo.brussels

BD



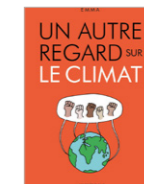
Saison Brune, de Philippe Squarzon (2012)
Été 2006. Philippe Squarzon finalise son album politique "Dol", mais il lui

reste un passage à traiter, celui de l'écologie. Peu connaisseur, il veut maîtriser son sujet et parler en détail du changement climatique. Déstabilisé par l'ampleur du problème, il s'interroge, s'informe, se trouve confronté à des impasses, ou renvoyé à de nouveaux questionnements. S'ensuivent six ans de recherches...

Le changement climatique en BD, de Grady Klein et Yoram Bauman (2015)



Un autre regard sur le climat, Emma (2019)



Urgence climatique de Ivar Ekeland et Étienne Lécroart (2021)





CLIMATE JUSTICE

LET'S DO IT
FAIR



S'informer et sensibiliser

Lisez et diffusez nos outils de campagne, voir www.omdm.be/letsdoitfair

Organisez un événement de sensibilisation (ex. pièce de théâtre, ciné-débat).

Pour plus d'infos : education@mdmoxfam.be

Militer et se mobiliser !

Partagez nos vidéos et posts sur les réseaux sociaux.

Prenez part à des actions de mobilisation ou de désobéissance civile.

Ex. Youth for Climate, Coalition climat, Grands-parents pour le climat, Extinction Rebellion. Pour la convergence des luttes !

COMMENT AGIR ?

Consommer responsable

Achetez équitable, local et de seconde main : c'est bon pour le climat et pour nos partenaires !

Participez à notre jeu concours en ligne. A gagner, des packs cadeaux de nos partenaires de campagne www.omdm.be/letsdoitfair

Organiser ou participer à une Fresque du Climat

Un atelier ludique et participatif, basé sur l'intelligence collective, pour comprendre la science et les enjeux du dérèglement climatique et agir aux niveaux individuel et collectif. www.fresqueduclimat.org

Participez à nos événements de campagne

Voir notre agenda sur www.omdm.be/letsdoitfair



OXFAM

Magasins du monde

81891